

SOURCES ET TRAVAUX*

* Pour une bibliographie plus complète, nous renvoyons à notre doctorat (*op. cit.*, volume 3, pp. 876-948).

Sources

Les sources sont très nombreuses, multiples et assez aisées d'accès, qu'il s'agisse des sources primaires – que nous avons privilégiées – ou des témoignages construits par les acteurs *a posteriori*¹.

A chaque échelon de l'appareil administratif on dispose ainsi de documents essentiels. Les archives des camps ont été le plus souvent versées aux Archives départementales. Des inégalités sont flagrantes et certains grands camps ont laissé proportionnellement peu de traces, tandis que pour d'autres, les vicissitudes des décisions politico-administratives, comme la destruction de toute documentation à l'approche des armées allemandes pour le camp de Gurs, peuvent expliquer certaines lacunes, en l'occurrence sur la « drôle de guerre ». Mais, pour bien mesurer l'ampleur du défi, il faut savoir que les seules archives départementales de l'Ariège comptent plus de 450 dossiers ou cartons sur le camp d'internement du Vernet ! Dans les archives du préfet, on trouve également toutes les décisions prises à l'échelon départemental par une administration qui, on le sait, a pris en ces années une importance particulière².

¹ Nous avons cependant accordé une place particulière aux témoignages portés sur le moment. On en trouve un grand nombre dans les archives publiques (ainsi les journaux et notes de Georges Kohn, de Christian Lazard ou de Georges Rougeron). Quelques fonds privés les complètent (Raphaël Alibert chez son fils Jacques, Henri Jacob chez sa fille Claude Bloch, Albert-Mary Dubuc chez son fils Jean, Maurice Gabolde chez son fils Jean) ; on citera enfin la série passionnante de photographies prises par l'inspecteur Philiponeau entre 1939 et 1943, qu'a bien voulu me prêter sa veuve.

² Archives départementales exploitées : Alpes de Haute Provence (commission des camps des œuvres israélites d'assistance aux réfugiés), Ariège, Aude, Bouches-du-Rhône, Doubs, Eure-et-Loir, Finistère, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Loire-Atlantique, Loiret, Lot-et-Garonne (archives Renaud Jean), Mayenne, Nord, Puy-de-Dôme, Tarn, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne, Yonne. Ajoutons le cas particulier des Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence) pour les camps d'Afrique du Nord.

Certaines lacunes peuvent être palliées par les archives du centre, entendez en particulier celles de l'Inspection générale des camps créée en 1941 et dissoute avec les derniers camps en 1946. On y trouve, outre une documentation générale essentielle pour l'appréhension de l'ensemble, des rapports de visites pour tous les camps, photographies à l'appui. Diverses séries des Archives nationales, bien connues des historiens, permettent une claire vision de la politique des gouvernements français³. Dans ces fonds se trouvent également les papiers de l'Administration militaire allemande, que les fonds de Bonn, Fribourg ou Coblenz permettent de compléter⁴. Certaines administrations ont gardé la mainmise sur leurs papiers ; tel est le cas pour les ministères des Affaires étrangères et de la Défense et pour la Préfecture de police de Paris⁵.

Restant dans cette logique de site, on ne peut qu'évoquer les multiples établissements non étatiques qui se sont donné pour fonction de conserver et de communiquer les archives de la guerre. Le plus connu et le plus riche d'entre eux est le Centre de Documentation Juive Contemporaine (CDJC-Paris), outil incontournable pour la connaissance de la mise en œuvre de la solution finale en France⁶. Les aléas de l'Histoire ou des histoires individuelles font qu'en Israël, aux

³ Séries dépouillées : F1a, F7 (en particulier le fonds de l'Inspection générale des camps 15086 à 15111), F9, F60, BB18 (dont affaire du SERE en 7079) et BB30 (papiers Dayras 1707 à 1709), 72AJ (dont 278 à 289 sur les camps d'internement et les divers fonds privés recueillis par le Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale), AJ38 (CGQJ), Z6 (procès devant la cour de justice de la Seine), 3W (procès devant la Haute-Cour). Au ministère de l'Intérieur, avant remise : séries sur les Espagnols et sur les camps de Vals-les-Bains et Évaux-les-Bains.

⁴ Ainsi du fonds AJ40 (Militärbefehlshaber in Frankreich) à Paris. En Allemagne : Bundesarchiv Bonn, Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes ; Bundesarchiv-Aussenstelle Berlin-Zehlendorf (archives consultées à Coblenz avant leur transfert).

⁵ Justice militaire (Le Blanc, Indre) : dossiers Abetz, Oberg-Knochen, prisons militaires ; service historique de l'Armée de terre : procédures contre les communistes pendant la « drôle de guerre » ; service historique de la Gendarmerie : compagnies et sections concernées des Basses-Pyrénées, des Bouches-du-Rhône, d'Eure-et-Loir, de Loire-Inférieure, du Loiret, de Maine-et-Loire (en cours de classement). Musée et archives de la Préfecture de police de Paris : rapports des renseignements généraux 1940-1944, registres d'internés, BA/1826 à 1849 sur Drancy, les Tourelles et Saint-Denis. Pour les archives du ministère des Affaires étrangères, nous nous sommes appuyés sur la thèse d'Anne Grynberg (*op. cit.*) qui les a dépouillées systématiquement.

⁶ Centre de documentation juive contemporaine (Paris) (fonds Lesage, archives de l'UGIF du fonds Yivo, CGQJ, Sipo-SD, Drancy) ; Alliance israélite universelle (fonds du Consistoire

États-Unis, en Russie, en Espagne ou en Italie, par exemple, on trouve des archives des Œuvres d'assistance ou celles du Komintern, celles des personnes persécutées ou d'acteurs du régime⁷.

Les documents ainsi mis à jour sont les plus divers. Il y a tous les documents administratifs qui accompagnent la vie d'un camp : les rapports réguliers du chef de camp, bien entendu, mais également ceux du préfet, les notes du médecin et du lieutenant de peloton de gendarmerie, les rapports de l'inspecteur des Renseignements généraux détaché dans le camp, s'il abrite des politiques, les lettres des internés saisies et transcrites pour partie par les services de censure, les réclamations et les interventions des assistantes sociales et des Œuvres. On peut aller très loin dans le détail, comme au camp de Pithiviers dont les archives conservent, entre autres, le courrier départ au jour le jour à destination du préfet ou encore le « cahier d'ordres » du capitaine commandant le camp. L'étude sérielle est même possible des nombreux fichiers conservés dans les archives. Plusieurs corpus donneront ainsi lieu à une analyse statistique permettant de se faire une meilleure idée des populations internées, en métropole et en Algérie, mais également des gardiens. Ailleurs on trouve des lettres privées conservées par la famille, des photographies, officielles ou clandestines, les dessins réalisés à Gurs ou à Drancy, voire, mais le cas est unique à ce jour, le court film qu'a laissé celui qui fut à la fin de la « drôle de guerre » le directeur du camp de Meslay-du-Maine en Mayenne.

Inutile donc de s'inquiéter de la faisabilité d'une telle histoire, si ce n'est pour s'interroger sur la maîtrise de telles masses, sur les choix à opérer et sur la lecture qu'il faut faire des traces si nombreuses laissées par l'événement.

central) : Bibliothèque marxiste de Paris (archives Johann Berlioz et Auguste Touchard) : Musée de la Résistance et de la déportation de Besançon (archives Joseph Weill).

⁷ Centre russe de conservation et de documentation en histoire contemporaine (Moscou) (fonds sur les Interbrigadistes iternés en 545, fonds Dimitrov en 495, fonds Marty en 517) ; Fondazione Feltrinelli (archives Tasca) ; archives du parti communiste espagnol (Madrid).

Travaux

L'historiographie de la France des années noires a connu un développement spectaculaire, celle des camps d'internement plus que d'autres. On ne trouve pas dans cette abondante production de synthèse d'ensemble, mais plusieurs travaux scientifiques se sont essayés, avec succès, à dépasser les limites thématiques ou chronologiques traditionnelles. Tel est le cas pour la thèse qu'Anne Grynberg a soutenue en 1989 ; consacrée à l'internement des Juifs de 1940 à 1942, elle englobe les camps espagnols de 1939 et ceux de la « drôle de guerre ». Cela lui permet de poser deux des questions majeures du sujet : y a-t-il continuité entre la Troisième République finissante et la France de Vichy ? Quel fut le rôle des organisations d'entraide dans la situation des internés mais également, *de facto*, dans le fonctionnement de la machine ? C'est toujours à la zone Sud que s'est tenu l'historien allemand Christian Eggers. Dans sa longue et riche thèse, soutenue en 1992, il s'attarde sur la diversité des modalités de contrôle et d'exclusion. Mettant à juste titre en lumière l'articulation entre camps, groupements de travailleurs étrangers, lieux d'astreinte à résider, centres du Service social des étrangers, il avance que ce tissu complexe fait réseau et, au total, fait système. La piste est riche pour qui s'intéresse à mieux appréhender la politique d'exclusion du régime vichyssois et sa capacité à gérer les contraintes. Elle permet plus difficilement de comprendre l'internement dans la diversité des pouvoirs de tutelle et dans la durée. Avec les thèses d'Anne Grynberg et de Christian Eggers, la connaissance de l'internement français a franchi, sans aucun doute, une étape importante⁸.

⁸ Anne Grynberg, doctorat nouveau régime soutenu en 1989 à l'Université Paris 1 sous le titre *Les Internés juifs des camps du sud de la France, 1939-1942. Assistance, solidarité, sauvetage* (donnant l'ouvrage : *Les Camps de la honte. Les internés juifs des camps français, 1939-1944*, Paris, La Découverte, 1991) ; Christian Eggers, *Im Vorzimmer zu Auschwitz. Juden aus Deutschland und Mitteleuropa in französischen Internierungslagern 1940-1942*, Freie Universität Berlin, 1992, et son long article paru dans *Le monde Juif. Revue d'histoire de la Shoah*, sous le titre "L'internement sous toutes ses formes : approche d'une vue d'ensemble du système d'internement dans la zone de Vichy", pp. 7-75.

Auparavant, les travaux monographiques s'étaient multipliés depuis la fin des années 1970. En la matière l'ouvrage publié en 1979 (en France) par un témoin, Hanna Schramm, et une historienne, Barbara Vormeier, est pionnier⁹. Depuis, la spécialisation est nécessaire pour mieux appréhender le phénomène : on s'intéresse, qui aux Allemands et Autrichiens, ressortissants de puissances ennemies à interner en priorité après la déclaration de guerre de septembre 1939, qui aux Espagnols accueillis dans les conditions qu'on connaît après la *Retirada* en février 1939, qui aux Juifs, internés par Vichy pour la seule raison qu'ils étaient Juifs et étrangers après la loi du 4 octobre 1940 ou internés pour être transférés à Drancy, antichambre des camps de la mort, qui aux Tsiganes de zone Nord, internés à la demande des autorités occupantes dès l'automne 1940¹⁰. Les monographies sont plus rares qui prennent comme objet d'étude un camp et retracent leur histoire dans la durée. Il faut mettre à part le travail de Claude Laharie qui, dès 1985, avait pu fournir un long travail sur le camp de Gurs, fort d'une exploitation systématique des très riches sources conservées aux archives départementales¹¹. Avec une chronologie différente – Allemands et Autrichiens, Juifs dans un premier temps, Espagnols et monographies de camps plus tardivement –, on est loin du champ de ruines que se plaît en général à décrire l'historien en ouverture de son travail, nécessairement et entièrement novateur, et que continuent à évoquer curieusement quelques agents de la mémoire sociale.

⁹ Hanna Schramm et Barbara Vormeier, *Vivre à Gurs. Un camp de concentration français 1940-1941*, Paris, Maspéro, 1979.

¹⁰ Citons entre autres Gilbert Badia et alii, *Les Barbelés de l'exil*, Grenoble, PUG, 1979 ; Jvier Rubio, *La emigracion et la guerra civil de 1936-1939*, Madrid, 1977 ; Geneviève Dreyfus-Armand et Émile Témime, *Les Camps sur la plage. Un exil espagnol*, Paris, Éditions Autrement, HS n°88, mai 1995 ; Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz*, Paris, Fayard, 1983 et 1985 (2 tomes) ; Michaël Marrus et Robert Paxton, *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981 ; Renée Poznanski, *Les Juifs en France sous l'occupation*, Paris, Hachette, 1997 (1^{ère} édition 1994) ; Denis Peschanski, *Les Tsiganes en France 1939-1946*, Paris, CNRS-Éditions, 1994.

¹¹ Claude Laharie, *Le Camp de Gurs 1939-1945. Un aspect méconnu de l'histoire du Béarn*, Pau, Infocompo, 1985.

Il est difficile pour autant de solliciter la production étrangère pour chercher des éléments de comparaison. Ou, plus exactement, le temps n'est pas encore venu d'insérer le cas français dans une telle perspective comparatiste. À l'inverse les analyses des cas étrangers m'ont aidé à mieux appréhender le cas français. Ce fut tout spécialement le cas pour la « drôle de guerre », les exemples pouvant être pris, en France même, pendant la Première Guerre ou dans d'autres démocraties confrontées à pareils défis, comme l'Angleterre, les Etats-Unis ou le Canada¹². Si l'on considère l'ensemble de la période, ma démarche, ai-je écrit, a été très influencé par les débats historiographiques sur l'Allemagne nazie et la Solution finale. Pour s'y retrouver dans une bibliographie immense, on se reportera aux ouvrages de Ian Kershaw et Michaël Marrus dont je me sens en outre le plus proche¹³. Les études sur le système concentrationnaire en Union soviétique ont longtemps souffert des difficultés d'accès aux sources ; cette différence majeure avec l'Allemagne fut, à mon sens, pour beaucoup dans la rapidité de certains parallèles. Aujourd'hui le fossé se comble, grâce, en premier lieu, à ce qu'on appelle l'école « révisionniste » américaine avec laquelle je partage le choix d'une histoire sociale du politique¹⁴. La voie s'en trouve ouverte pour une comparaison

¹² Sur 1914-1918, Jean-Claude Farcy, *Les Camps de concentration français de la Première Guerre mondiale*, Paris, Anthropos, 1995 ; sur la « drôle de guerre », voir David Cesarani and Tony Kushner eds., *The Internment of Aliens in Twentieth Century Britain*, Londres, Frank Cas, 1993 ; Franca Iacovetta et alii. Eds., *Enemies within. Italian and other Internees in Canada and Abroad*, Toronto, University of Toronto Press, 2000.

¹³ Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, 1997 (actualisé en 1999) ; Michaël Marrus, *L'Holocauste dans l'Histoire*, Paris, Eshel, 1990 (rééd. Champs-Flammarion, 1994). On citera également, Martin Broszat, *L'État hitlérien. L'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*, Paris, Fayard, 1985 (éd. all. 1969) ; Philippe Burrin, *Hitler et les Juifs. Genèse d'un génocide*, Paris, Éd. du Seuil, 1989 ; Ian Kershaw, *L'Opinion allemande sous le nazisme*, Paris, CNRS-Éditions, 1995 (éd. angl. 1983) ; Hans Mommsen, *Le National-socialisme et la société allemande*, Paris, Éd. de la MSH, 1997 (recueil d'articles) ; Karin Orth, *Die Konzentrationslager SS ». Sozialstrukturelle Analysen und biographische Studien einer nationalsozialistischen Funktionselite*, Göttingen, Wallstein, 1999 ; Ulrich Herbert, Christoph Dieckmann und Karin Orth eds., *Die Nationalsozialistischen Konzentrationslager. Entwicklung und Struktur*, Göttingen, Wallstein, 2 tomes, 1998.

¹⁴ Il n'y a évidemment rien à voir les « négationnistes » ; nous parlons ici d'Histoire et d'historiens. Voir en particulier les travaux de Sheila Fitzpatrick, J. Arch Getty et Gabor

qui remplisse sa fonction première, celle de mieux comprendre la réalité de chacun des phénomènes étudiés¹⁵.

Rittersporn ; ainsi deux ouvrages déjà anciens J. Arch Getty and R. T. Manning eds., *Stalinist Terror : new Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993 et Gabor Rittersporn, *Simplifications staliniennes et complications soviétiques, 1933-1953*, Paris, EAC, 1988.

¹⁵ Sheila Fitzpatrick and Robert Gellately eds., *Accusatory Practices*, Chicago, Chicago University Press, 1997 ; Ian Kershaw and Moshe Lewin eds., *Stalinism and Nazism : Dictatorships in comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; et, en français, Henry Rousso dir., *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe/IHTP, 1999.